
Restructuration économique et comportement des ménages agricoles en Albanie (1990-2000). Contribution à l'analyse socio-économique et institutionnelle des économies en transition

Thèse pour le doctorat en agro-économie sous la direction de Jean Pluvinage, École nationale supérieure d'agronomie de Montpellier, 2 volumes, 424 f°, soutenue le 18 décembre 2001 devant un jury constitué de Fernando Oliveira Baptista (rapporteur), François Lerin, Jean-Luc Mayaud (rapporteur), Étienne Montaigne, Roland Pérez (président), Jean Pluvinage et Alain Pouliquen, mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité.

Gjin Biba

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/273>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Gjin Biba, « Restructuration économique et comportement des ménages agricoles en Albanie (1990-2000). Contribution à l'analyse socio-économique et institutionnelle des économies en transition », *Ruralia* [En ligne], 09 | 2001, mis en ligne le 25 septembre 2002, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/273>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Restructuration économique et comportement des ménages agricoles en Albanie (1990-2000). Contribution à l'analyse socio- économique et institutionnelle des économies en transition

Thèse pour le doctorat en agro-économie sous la direction de Jean Pluinage, École nationale supérieure d'agronomie de Montpellier, 2 volumes, 424 f°, soutenue le 18 décembre 2001 devant un jury constitué de Fernando Oliveira Baptista (rapporteur), François Lerin, Jean-Luc Mayaud (rapporteur), Étienne Montaigne, Roland Pérez (président), Jean Pluinage et Alain Pouliquen, mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité.

Gjin Biba

- 1 L'engagement des réformes de la transition du socialisme au capitalisme, au début des années 1990, a constitué une rupture radicale avec l'organisation antérieure des sociétés des pays de l'Europe centrale et orientale (PECO). Ces réformes étaient appuyées sur plusieurs justifications, dont celle de l'inefficacité de l'économie planifiée. Mais ce processus de changement simultané des systèmes socio-économiques et politiques était une innovation, puisqu'il représentait une première expérience de ce type dans l'histoire de l'humanité. De ce fait, les enseignements à tirer par ce passage réel du socialisme au capitalisme sont extrêmement riches et importants, à la fois pour la recherche dans les sciences sociales et pour les actions des décideurs politiques et des acteurs socio-économiques. Pour essayer de contribuer à la compréhension de la transition qui se révèle là comme un processus complexe et très instable, nous nous sommes intéressés à

l'analyse des transformations/évolutions post-collectivistes du secteur agricole et rural dans les pays de l'Europe de l'Est et plus particulièrement en Albanie.

- 2 Le secteur agricole et rural a été dans tous les pays ex-communistes, le premier secteur à être soumis au processus de décollectivisation. Mais les résultats de la décollectivisation ont été fonction des contextes sociaux et historiques de chaque pays. Ainsi, selon les actuelles structures agraires, trois groupes de pays en transition peuvent être distingués : les pays qui continuent d'être marqués par la persistance des structures néo-collectivistes de la production et des échanges agricoles (c'est notamment le cas de la Russie, de la République Tchèque, de la Slovaquie, *etc.*) ; les pays qui possèdent à la fois des entreprises néo-collectivistes et des exploitations agricoles familiales (Roumanie, Bulgarie, quelques pays baltes, *etc.*) ; les pays où le secteur agricole et rural est entièrement privatisé et a abouti à la création d'une structure agraire micro-foncière et égalitaire (c'est le cas de l'Albanie).
- 3 S'agissant de l'Albanie, le secteur agricole du pays est passé, en l'espace de trois ans (1991-1993), du totalement collectiviste au totalement privé. La décollectivisation a consisté au partage de 560 grandes domaines collectifs, d'une superficie moyenne de 1 060 hectares, à plus de 460 000 micro-exploitations privées d'environ 1,2 hectare. Malgré le fait que cette nouvelle structure agraire a été mise en place par décision politique, qui avait pour objectif de partager le patrimoine national et d'assurer la paix sociale dans un pays où 60 % de la population vit dans les zones rurales, elle a permis la survie de la population dans une période de crise économique lourde.
- 4 L'activité agricole dans les campagnes et le petit commerce dans les villes ont été les deux principales activités économiques du pays durant la période de la transition (1990-2000). En s'intéressant au sens et à la portée des transformations qu'a connues l'Albanie post-collectiviste (rappelons que la dotation initiale égalitaire en facteurs de production des acteurs, représente presque une "situation expérimentale"), dans ce travail nous nous sommes interrogés sur trois principaux aspects de la transition agraire : comment s'est réalisée la transition structurelle du secteur et quel est la représentativité socio-économique de la nouvelle structure agraire ? quels sont les facteurs qui déterminent les comportements des acteurs et l'intégration aux marchés des nouvelles formes de production ? quel est le rôle des institutions formelles et informelles dans une société en transition et quelles politiques publiques doit-on adopter pour réussir la transition plan-marché ?
- 5 Nos analyses sont fondées sur un cadre théorique pluridisciplinaire et sur un dispositif de recherche empirique qui combine les données statistiques disponibles au niveau macro-économique et les enquêtes micro-économiques. Au niveau du cadre théorique nous avons utilisé trois groupes d'approches : une première analyse globale de la transition est appuyée sur les différents courants de la pensée économique, qui contribuent à l'interprétation de changement des systèmes socio-économiques ; l'analyse du processus de la décollectivisation agraire dans les PECO est fondée sur les différentes approches de la théorie institutionnelle ; l'organisation/fonctionnement de l'économie paysanne et l'analyse des comportements des ménages sont appuyées sur les différentes approches théoriques de l'économie agricole et rurale. Confronté à la brièveté de la période de recul post-collectiviste (seulement huit ans d'existence du secteur privé) et aux défaillances du système statistique du pays, au niveau empirique nous avons été conduit à donner de l'importance aux contacts directs avec les acteurs. Ces contacts ont été possibles à travers la réalisation de trois types d'enquêtes : un suivi régulier d'un échantillon de ménages

paysans du district de Lezha a été réalisé durant la période 1997-2000 (quatre passages chez les mêmes ménages) ; parallèlement à ce “ suivi ” nous avons réalisé, entre 1998 et 2000, des enquêtes ponctuelles dans trois autres district du pays (districts de Korca, Permeti et Saranda) ; pour compléter les analyses concernant la restructuration socio-économique des campagnes albanaises et le rôle des institutions rurales, nous avons entrepris, en 2000, des enquêtes auprès des communautés villageoises de quatre villages de Lezha.

- 6 L'analyse socio-économique et institutionnelle de la transition d'une économie planifiée à l'économie de marché montre que la perception initiale du processus de changement qui allait en découler était assez réductrice et de fait ne prenait en compte que la seule volonté politique de rompre, en 1990, avec l'organisation collectiviste de la société. L'expérience de ces dix dernières années montre l'importance de l'analyse des comportements des acteurs et des institutions sur toute la durée du processus de transition.
- 7 En mettant en relation ces deux éléments fondamentaux de la restructuration socio-économique des zones rurales albanaises, ce travail montre que le processus de la décollectivisation agricole est réalisé dans une période de non-fonctionnement des institutions légales. L'application d'une réforme foncière égalitaire, qui sort du principe *stricto sensu* des droits de propriété, n'est pas une remise en cause des “ valeurs paysannes ” relatives à l'attachement à la terre mais une ratification des transformations démographiques et sociales qu'avait connues le pays pendant sa période communiste. La communauté villageoise et la famille ont été le deux principales institutions qui ont géré l'application de la réforme foncière en Albanie. En admettant le principe de citoyenneté selon lequel on reconnaît le droit de chacun à participer au partage du patrimoine national, ces deux institutions ont fait que la décollectivisation albanaise n'a pas été un “ retour en arrière ” (à l'ancienne structure agraire d'avant la collectivisation), mais une forme spécifique de liquidation de l'héritage communiste. Cette perspective de réflexion nous amène à considérer les institutions sociétales albanaises comme lieu de contrôle et de consensus social qui ont joué et continuent de jouer un rôle déterminant dans les transformations/restructurations socio-économiques des campagnes durant la transition.
- 8 Au niveau des comportements individuels des acteurs ruraux, ce travail montre que dans les conditions d'un partage égalitaire des terres et des moyens de production, leur différenciation se fait notamment sur la base des caractéristiques du capital humain et de l'environnement socio-économique et géographique local. En suivant les trajectoires d'évolution post-collectiviste des ménages ruraux, il apparaît clairement que la combinaison des activités agricoles marchandes avec la pluri-activité familiale repose sur la cohésion sociale et économique du groupe domestique. La mise en place d'un modèle d'organisation et de fonctionnement pluri-actif des formes de production ne constitue pas seulement une réponse à la crise de la transition mais s'inscrit dans une logique de restructuration agricole et rurale de longue durée. La justification de ce modèle repose, entre autres, sur la nécessité du développement d'une “ économie d'emploi ” dans le pays. Mais si la pluri-activité familiale des ménages permet de financer la constitution d'un appareil de production agricole marchande, il est cependant nécessaire d'accompagner le développement agricole et rural du pays par une organisation adaptée des marchés et des institutions d'encadrement et d'appui technique. Le caractère encore insuffisant des services dans les zones rurales et la désorganisation des filières agro-alimentaires issues

du socialisme, incitent à considérer la politique de développement rural dans sa totalité, plus largement qu'un seul développement de l'activité de production agricole.

- 9 Cette recherche montre l'importance des relations qui existent entre les comportements individuels des acteurs économiques, leur héritage socio-professionnel et l'environnement institutionnel. Même si les analyses en terme d'organisation et de fonctionnement des exploitations agricoles sont menées avec les concepts classiques de l'économie rurale, leur combinaison avec l'analyse de l'environnement institutionnel nous a permis d'identifier les aspects les plus spécifiques des comportements des ménages et de la dynamique de restructuration post-collectiviste du secteur agricole et rural. Cette intégration des différentes approches socio-économiques et institutionnelles dans l'analyse des systèmes agraires, est encore plus essentielle dans les économies en transition, pour comprendre la signification des évolutions et/ou des blocages constatés.
-

INDEX

Index chronologique : XXe siècle